

En Israël, l'opposition impuissante face à Nétanyahou

Dix-sept mois après le début de la guerre à Gaza, les partis centristes et de gauche, naguère puissants, ne parviennent toujours pas à élaborer une politique alternative à celle de la coalition du premier ministre, dominée par l'extrême droite.

Rien n'y fait. La guerre dévastatrice menée par Israël dans la bande de Gaza, en représailles à l'attaque sanglante du Hamas du 7 octobre 2023 sur le territoire hébreu, n'est pas venue à bout du mouvement islamiste. Cinquante-neuf otages israéliens, dont certains sont morts, sont toujours détenus dans ce territoire. En colère, les familles de ces captifs ne cessent de dénoncer le refus du premier ministre, Benjamin Nétanyahou, de s'engager dans la deuxième phase du cessez-le-feu et le danger que son attitude fait peser sur la vie de leur proche à Gaza. Et pourtant, la question cruciale de la reprise des combats ou de la prolongation de la trêve commencée le 19 janvier ne fait l'objet d'aucun réel débat entre les partis israéliens. Benjamin Nétanyahou et ses alliés d'extrême droite continuent d'étouffer la scène politique nationale, empêchant l'émergence d'une véritable opposition.

L'une de ses principales figures, l'ex-général Benny Gantz, à la tête du Parti de l'unité nationale (droite), qui avait rejoint le cabinet de guerre israélien après le 7-October, avant d'en démissionner avec fracas huit mois plus tard, n'a pas hésité à donner, le 17 février, sur la chaîne 13, carte blanche à Benjamin Nétanyahou pour obtenir la libération des otages. Dans la foulée, le 22 février, cet ancien chef d'état-major publiait pour la première fois avec trois autres personnalités du camp anti-Nétanyahou – Yaïr Lapid (centre), Yaïr Golan (gauche sioniste) et Avigdor Lieberman (droite radicale) – un communiqué commun assurant le premier ministre de leur « soutien total » dans les opérations pour le retour des otages.

L'opposition donnait ainsi le sentiment de s'aligner sur le gouvernement et de renoncer par avance à formuler une politique alternative. « Tant que personne ne prononcera le mot “paix” sans s'excuser, nous nous retrouverons avec la droite de “Bibi” », fustigeait, fin février, le chroniqueur Aluf Benn dans le journal Haaretz.

La gauche est en état de mort clinique. Hégémonique jusqu'en 1977, le Parti travailliste, qui a donné de nombreux premiers ministres au pays, n'est plus que l'ombre de lui-même face au Likoud de Benjamin Nétanyahou. Au pouvoir depuis 2009, à l'exception d'une courte interruption entre 2021 et 2022, ce dernier a imprimé une ligne de plus en plus droitière à son parti. « Le Likoud a suivi la même évolution que le Parti républicain aux Etats-Unis », souligne la politologue Tamar Hermann, de l'Institut israélien pour la démocratie de Jérusalem.

« Nétanyahou n'a pas vraiment de rival »

Cette dérive, qui a touché tout le spectre politique israélien, remonte au début des années 2000, période charnière, marquée par l'effondrement du processus de paix d'Oslo et le début

de la deuxième Intifada. Au lieu d'ouvrir les yeux sur sa part de responsabilité dans cet échec, la gauche travailliste, alors menée par Ehoud Barak, l'a imputé en totalité au président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, discréditant dans l'opinion publique la solution à deux Etats et gonflant les voiles du Likoud, opposé par principe à toute autodétermination des Palestiniens.

Ce processus de droitisation s'est poursuivi dans les années 2010 et 2020, à la faveur des guerres successives de Gaza, de la marginalisation de Mahmoud Abbas, le successeur de Yasser Arafat, et de l'apathie des grandes capitales occidentales, incapables de stopper la colonisation juive en Cisjordanie. Le traumatisme du 7 octobre 2023 a parachevé cette évolution, obligeant l'opposition à serrer les rangs avec le gouvernement, en dépit de la responsabilité de Benyamin Nétanyahou dans ce fiasco sécuritaire historique.

Manœuvrier hors pair, d'un talent rare pour neutraliser ses rivaux potentiels, le premier ministre sature l'espace politique, y compris sur les questions internationales, délaissées par ses opposants, qui fuient les demandes d'interview de la presse étrangère. « Le soutien à sa politique reste fort dans la population et l'opposition est faible, affirme la politologue Tamar Hermann. Nétanyahou n'a pas vraiment de rival, à part [Naftali] Bennett [premier ministre éphémère, de 2021 à 2022], qui vient de la droite, mais qui a reconnu qu'il n'était pas un très bon politique. » « Même si ce gouvernement n'est pas très compétent, il est au pouvoir et, s'il parvient à un accord avec l'Arabie saoudite, il sera réélu comme ça », poursuit-elle en claquant des doigts.

« Seuls les extrémistes se font entendre »

Le procès qui a repris en décembre 2024 au tribunal de Tel-Aviv contre le premier ministre israélien, poursuivi pour « corruption », « fraude » et « abus de confiance », ne semble pas l'affaiblir. Sa présence, censée être quotidienne devant les juges, fait l'objet d'incessantes demandes de dérogation de sa part. « Hier, il a traîné le directeur des services de renseignement de Tsahal [armée israélienne], le général Shlomi Binder, et un représentant (...) du ministère de la défense au tribunal afin qu'ils puissent persuader les juges qu'il est trop occupé pour leur consacrer du temps », relevait le quotidien Maariv le 25 février.

Premier chef de gouvernement israélien en exercice à être jugé au pénal, « Bibi », comme le surnomment ses partisans, assure que cela ne l'empêche nullement de diriger le pays. « Ce que je fais en une heure, Yaïr Lapid [chef de l'opposition à la tête du parti centriste Yesh Atid] ne peut pas le faire en toute une vie », a-t-il asséné.

Dans son bureau à la Knesset, le député Matan Kahana, membre du Parti de l'unité nationale, n'en mène pas large. « Depuis le 7-October, la société a changé et chacun a fait un pas de plus vers la droite, expose-t-il, mais Nétanyahou ne travaille pas à l'unifier, c'est même tout le contraire. Seuls les extrémistes se font entendre dans les médias et sur les réseaux sociaux. » Entouré de maquettes d'avions militaires, cet ancien pilote de chasse confesse avoir « perdu 70 % de [son] audience sur X après la guerre : quand [il] parle de façon modérée, personne ne [l]'écoute ».

Mis à part sur la question des otages et sur la création d'une commission d'enquête d'Etat sur les événements du 7-October – récusée par le premier ministre –, l'opposition ne parvient pas à s'unir. « Nous ne pensons pas pareil », reconnaît Matan Kahana.

Popularité de l'administration Trump

Yaïr Golan, qui a pris la direction des Démocrates, une formation politique héritière de la gauche travailliste, peine à faire entendre ses arguments. Général de l'armée à la retraite, il est pourtant le seul à s'opposer frontalement au gouvernement. « La seule manière de vaincre le Hamas, c'est de faire émerger une alternative, mais Nétanyahou s'y refuse : une telle démarche briserait sa coalition. Aujourd'hui, tout le monde comprend que le Hamas survit grâce à Nétanyahou – et que Nétanyahou survit grâce au Hamas », a-t-il fustigé devant des médias israéliens le 24 février. Les prises de position de cet ancien chef d'état-major adjoint de l'armée en faveur d'une solution à deux Etats, avec le concours de l'Autorité palestinienne, rencontrent cependant bien peu d'écho.

« Nous sommes prêts à former une coalition avec les partis arabes [au nombre de deux à la Knesset, ils représentent les 20 % de Palestiniens d'Israël], pourquoi leur tourner le dos ? Il faut ramener l'espoir », estime Naama Lazimi, 29 ans, députée du parti Les Démocrates. « Mais beaucoup, poursuit-elle, sont effrayés par la “machine à poison” du gouvernement : tout ce que tu dis contre lui, spécialement sur la guerre, signifie que tu n'es pas un patriote. Nétanyahou se considère comme seul légitime et qualifie tous ceux qui s'opposent à lui d'extrême gauche. »

Après des mois de silence, Yaïr Lapid a bien tenté, de son côté, de dessiner les contours du « jour d'après » à Gaza, dans l'hypothèse de l'arrêt de la guerre, un dossier que Nétanyahou refuse d'aborder. Le 27 février, le chef de l'opposition israélienne a proposé qu'après la fin des combats l'Egypte assume la responsabilité de l'enclave palestinienne « pour huit ans, avec une option de prolongation jusqu'à quinze ans », en échange du remboursement de sa dette extérieure par la communauté internationale. A charge pour Le Caire de diriger la reconstruction de Gaza, évaluée à 53 milliards d'euros par l'ONU.

Mais cette proposition, jugée aussitôt « inacceptable » par Le Caire, a été faite devant un centre de réflexion de Washington et non en Israël. « Il convient de noter que la proposition ne contredit pas l'idée présentée par le président Trump selon laquelle les Etats-Unis et la communauté internationale reconstruiront Gaza », a pris soin de préciser Yaïr Lapid. C'est un autre piège dans lequel se trouve embourbée l'opposition israélienne : l'impossibilité de critiquer les desseins de l'administration Trump, qui bénéficie d'une popularité exceptionnelle dans le pays et accorde un soutien sans faille à l'exécutif.

La coalition « est très forte », soupire dans son bureau de la Knesset le député Ram Ben-Barak, numéro deux du parti de Yaïr Lapid. « Nétanyahou donne à ses membres exactement ce qu'ils veulent, les religieux veulent de l'argent et ils l'obtiennent, [Bezalel] Smotrich [ministre d'extrême droite des finances] veut coloniser Gaza et on ne lui dit pas non. C'est comme un mur. » L'opposition attend le vote à venir sur le budget pour tenter de le fissurer. Sans grand espoir.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)